

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



Une contribution réaliste du Canada en Afrique subsaharienne

Lieutenant-colonel Pier-Marc Desjardins-Boutin

JCSP 48

Exercise Solo Flight

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2022

PCEMI 48

Exercice Solo Flight

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2022

CANADIAN FORCES COLLEGE – COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 48 – PCEMI 48

2021 – 2022

Exercise Solo Flight – Exercice Solo Flight

Une contribution réaliste du Canada en Afrique subsaharienne

Lieutenant-colonel Pier-Marc Desjardins-Boutin

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

UNE CONTRIBUTION RÉALISTE DU CANADA EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

INTRODUCTION

Mercenaires russes, projets d'infrastructures chinoises colossales et construction de bases militaires, les nations émergentes telles que la Chine et la Russie s'implantent en Afrique. Leur intérêt est non sans cause. L'Afrique possède d'importantes ressources naturelles, notamment des minéraux rares essentiels à la transition énergétique. Elle possède aussi une main-d'œuvre parmi les plus jeunes de la planète. Ce continent représente une opportunité unique pour des pays cherchant à accroître rapidement leur développement ou subvenir à leurs besoins de subsistance. Afin de s'y intégrer, la Chine utilise abondamment son *soft power*. Par exemple, elle contribue significativement aux missions onusiennes africaines et est récemment devenue un important créancier en Afrique subsaharienne (ASS) (l'accroissement de la dette envers la Chine des pays de la région ayant plus que doublé en 2018 selon la Banque mondiale¹). De plus, les relations d'affaires sino-africaines sont sans égard aux conditions humaines. Ces partenariats exclusivement transactionnels attirent les dirigeants africains par leur simplicité. Les nations autocratiques telles que la Chine et la Russie deviennent peu à peu des régimes modèles pour certains dirigeants africains², particulièrement ceux irrités par le clientélisme des anciens pays colonisateurs. Sur la scène internationale, la Chine et la

¹ Tarrosy, I., « China's Belt and Road Initiative in Africa, Debt Risk and New Dependency: The Case of Ethiopia », *African Studies Quarterly*, 2020, 19 (3-4), p. 9.

² Magnani, V., & Vircoulon, T., « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », *Politique Étrangère*, Été (2), p.21.

Russie viennent braver le règne des États-Unis et travaillent à l'établissement d'un nouvel équilibre des puissances, notamment en déstabilisant l'ordre international sous le seuil de l'agression armée.

Le retour de la guerre des grandes puissances n'est pas de bonne augure pour une puissance moyenne comme le Canada. La menace croissante et le non-respect des lois internationales accentuent le besoin d'agir. Incapable à lui seul de dissuasion en raison d'un gap technologique et d'un modeste effectif militaire, le Canada doit miser sur ses alliés afin de tirer son épingle du jeu. Ainsi, comment le Canada peut-il contribuer sur la scène internationale? Dans le contexte actuel, est-il stratégique pour Ottawa de conduire une mission pangouvernementale de renforcement des capacités en Afrique subsaharienne (ASS)?

Bien que le Canada soit tiraillé de toutes parts par des enjeux sécuritaires, il sera démontré qu'une intervention pangouvernementale en ASS pourrait avoir d'importantes retombées stratégiques pour le Canada. Cette mission permettra de renouer avec l'identité internationale canadienne, soit celle d'une nation authentique et altruiste qui s'engage dans une juste cause. Cette mission permettra aussi de concrétiser nombre d'initiatives canadiennes en lien avec le respect de la dignité humaine. Ce faisant, le Canada aura la possibilité de promouvoir ses valeurs sur la scène internationale. De plus, de nombreux avantages connexes découleront de cette mission, notamment la diversification et la stimulation de l'économie canadienne et peut-être même l'obtention d'un siège au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU). Cette mission à long terme doit

miser sur le renforcement des capacités aux niveaux social, politique, légal, économique, structurel et sécuritaire. Elle doit avoir en son cœur le peuple africain et s'étendre au niveau de l'éducation, des soins de santé et de la culture en engageant, entre autres, les organismes non-gouvernementaux locaux, la diaspora africaine et les communautés francophones de l'ASS. Pour appuyer la mission, il faudra rehausser la sécurité via le développement des capacités militaires africaines. Accroître la sécurité et la stabilité créera les conditions idéales pour mener à bien la mission.

En misant sur son *soft power* diplomatique et en coopérant avec de nouveaux partenaires telle l'Union africaine (UA), le Canada pourra créer des accords gagnant-gagnant en toute transparence. Ces efforts diplomatiques et relationnels multi-niveaux initiés par le Canada lui permettront indirectement de s'impliquer sur la scène internationale et de contribuer à la hauteur de ses moyens à la compétition des grandes puissances.

DISCUSSION ET ANALYSE

CONTEXTE ACTUEL DE L'ASS

Le début du XXI^e siècle est marqué par la fin de l'hégémonie de la puissance américaine et on fait désormais référence au concept de compétition des grandes

puissances³, soit l'opposition à la dominance américaine par des nations émergentes autocratiques telles que la Chine, mais aussi la Russie⁴. Au sein de cette compétition, comment le Canada peut-il tirer le meilleur parti? Le Canada ne peut concurrencer au pair avec ces nations considérant son présent arsenal militaire. Par exemple, la Marine royale canadienne ne dispose que de frégates en fin de vie utile qui ne valorisent pas l'apport militaire du Canada dans une région hautement disputée comme l'Indopacifique. La situation de l'armée de l'air n'est guère mieux alors que le gouvernement canadien a tergiversé pendant plus d'une décennie afin de choisir sa nouvelle flotte d'avions de chasse modernes⁵. Le présent fossé de capacités remet en doute la pertinence du Canada par ses alliés d'un point de vue militaire⁶. Cette réalité n'est peut-être pas étrangère au fait que le Canada n'ait pas été considéré au sein de l'alliance de l'Aukus, ce qui laisse planer un doute quant au futur de la vieille alliance des « Five Eyes »⁷. Puisque le Canada ne possède pas suffisamment de *hard power*, tant d'un point de vue économique que militaire, sa pertinence face à l'enjeu du débalancement des puissances doit reposer sur son *soft power*. Ainsi, le Canada doit non seulement maintenir, mais aussi renforcer ses alliances afin de combler ses vulnérabilités. Bien évidemment, de par sa relation particulière avec les États-Unis, tant au niveau économique que du côté de la défense du

³ Porter, P., « Advice for a Dark Age: Managing Great Power Competition », *The Washington Quarterly*, 42 (1), 2019, p. 7.

⁴ Center for Strategic and International Studies, « Bad Idea: "Great Power Competition" Terminology », consulté le 29 avril 2022, Bad Idea: "Great Power Competition" Terminology | Defense360 (csis.org)

⁵ David Ljunggren, « Lockheed Martin takes big step toward winning Canada jet race », *Reuters*, 28 mars 2022.

⁶ Layland Gecco, « Trudeau lambasted over exclusion from US-led military alliance as election nears », *The Guardian*, 17 septembre 2021.

⁷ James McCarten, « Trudeau assure que l'alliance « Five Eyes » est intacte », *La Presse*, 16 septembre 2021.

Nord, cette alliance se doit d'être privilégiée. Un autre aspect primordial du Canada est la promotion et le maintien d'un système international fondé sur les règles, ce qui est en fait la priorité d'Affaires mondiales Canada⁸.

Comment rallier à la fois une puissance militaire modeste, l'importance des liens avec ses alliés et promouvoir un système international basé sur des règles tout en maintenant le cap sur les intérêts canadiens? Considérant tous ces facteurs, il semble que le continent africain représente une opportunité pour le Canada. Par exemple, en fournissant des troupes militaires et des employés fédéraux, cela offrirait davantage de ressources aux nations contributrices à l'ONU sur le continent et au commandement africain américain (AFRICOM). En contribuant davantage aux missions africaines, le Canada sera non seulement apprécié pour sa contribution, mais il dispose en ces lieux d'une supériorité technologique militaire pour faire face aux organisations terroristes. De plus, le Canada peut promouvoir ses idéologies libérales, notamment le concept d'égalité des genres et renforcer l'importance du droit international. Bref, le Canada est en mesure d'avoir un impact en sol africain.

De plus, l'ASS est reconnue par le Fonds Monétaire International (FMI) comme une région à l'économie émergente des plus importantes et parmi les plus dynamiques au monde⁹. Non seulement cette région est-elle fortement peuplée, sa population excède un

⁸ Affaires mondiales Canada, *Plan ministériel 2020-2021*, 2020, p.3.

⁹ Selassie, Abebe Aemro. « The African Century », *Finance & Development*, December 2021, p. 58.

milliard d'habitants¹⁰, mais elle est aussi parmi les plus jeunes au monde. La Banque Mondiale estime que l'âge moyen de la population sera de 25 ans en 2050¹¹. Au sein de cette région, le Canada, par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, centre son attention sur 10 pays dont les plus notoires sont le Mali, la République démocratique du Congo (RDC), le Sénégal et la Tanzanie.¹² L'ASS dispose aussi d'abondantes ressources naturelles. Par exemple, la mine de Loulo-Gounkoto au Mali extrait environ 22 tonnes d'or annuellement ce qui la situe au 9e rang mondial¹³. Cette région dispose aussi de ressources naturelles indispensables à la transition énergétique comme le cobalt et le lithium nécessaires à la production d'énergie propre¹⁴. À titre indicatif, la RDC possède près de la moitié de la réserve mondiale de cobalt¹⁵. Mais l'idée n'est pas pour le Canada de miser sur l'ASS pour ses ressources naturelles, risquant ainsi d'être accusé de néo-colonialisme, mais plutôt de miser sur le pouvoir d'achat africain afin de diversifier son marché par l'entremise de ses relations économiques avec l'ASS. Bien que le Canada ait triplé ses exportations à destination de l'Afrique de 2001 à 2018, l'Inde les a pour sa part décuplées¹⁶. Le Canada doit donc accélérer le pas afin de se positionner dans ce marché économique en croissance. Ceci est d'autant plus pressant depuis la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine qui regroupe 55 pays membres de l'UA¹⁷.

¹⁰ The World Bank, « The World Bank in Africa », consulté le 21 avril 2022, Africa Overview: Development news, research, data | World Bank

¹¹ Ibid.

¹² Gouvernement du Canada, « Le Canada et l'Afrique subsaharienne », consulté le 21 avril 2022, Le Canada et l'Afrique subsaharienne (international.gc.ca)

¹³ Justin Harper, « How much gold is there left to mine in the world », *BBC News*, 23 septembre 2020.

¹⁴ International Energy Agency, « The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions », mars 2022, p. 21.

¹⁵ U.S. Geological Survey Mineral Commodity Summaries, *Cobalt*, janvier 2021.

¹⁶ Jocelyn Coulon, « L'Afrique, prochain horizon du Canada? », *La Presse*, 2 décembre 2021.

¹⁷ The World Bank, « The African Continental Free Trade Area », consulté le 20 avril 2022, The African Continental Free Trade Area (worldbank.org)

En dépit du potentiel de partenariat africain, les missions canadiennes sur ce continent sont en déclin. À titre d'exemple, alors que le Canada avait 3,222 soldats déployés en 1993 ce nombre a diminué à 14 en 2017¹⁸. Aujourd'hui, le plus important contingent de l'armée de terre est composé 9 soldats canadiens qui œuvrent sous l'égide de l'ONU au RDC¹⁹. Certes on ne peut mesurer l'impact de la contribution au nombre de soldats déployés, mais ce faible nombre laisse croire que le Canada s'intéresse bien peu à l'Afrique. Bien que le Canada ait tenté de renouer avec les missions de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU avec une maigre participation à la mission onusienne au Mali, l'engagement manque de profondeur. Ceci étant dit, l'Afrique se souvient du support qu'a fourni le Canada au Rwanda et en Somalie au tournant des années 90 par exemple. Ce n'est donc pas par hasard que le peuple de l'ouest africain ait en haute estime le Canada. En effet, un sondage mené auprès de 12 pays africains plaçait le Canada au troisième rang derrière les États-Unis et l'Allemagne quant à l'image projetée²⁰. Certes les missions africaines comportent leur lot de défis, à commencer par l'omniprésence des groupes terroristes. Des groupes terroristes présents en ASS, dont Boko Haram au Nigéria ou les djihadistes du Mali pour ne nommer qu'eux, ont contribué à 48% des décès dus au terrorisme à l'échelle mondiale²¹. S'ajoutent les défis de corruption, le trafic illégal possible grâce aux frontières étatiques poreuses, les impacts

¹⁸ Young, G., « Political decision-making and the decline of Canadian peacekeeping », *Canadian Foreign Policy Journal*, 2019, 25 (2), p.153.

¹⁹ Gouvernement du Canada, « Liste des opérations militaires actuelles », consulté le 20 avril 2022, Opération Crocodile - Canada.ca

²⁰ Giros, Étienne & Sail, Brahim, « Baromètre CIAN des leaders d'opinion en Afrique, réalisé par IMMAR », Conseil français des investisseurs en Afrique, 3^e édition, 2020/2021, p. 4.

²¹ Cameron Finlay, « Indice mondial du terrorisme 2022 : L'Afrique subsaharienne émerge comme l'épicentre mondial du terrorisme, alors que le nombre de décès dans le monde diminue », *PR Newswire Europe*, 2 mars 2022.

résultant de la vulnérabilité des états de la région face aux changements climatiques et de l'absence de cadres législatifs pour ne nommer que ceux-là. Alors que ces obstacles ont rebuter certains pays comme la France, le Canada se doit d'intervenir en ASS via une approche intégrée pangouvernementale. Bien que nécessaire, le volet de sécurité mené par les Forces armées canadiennes (FAC) ne sera mis en place que pour soutenir les opérations de renforcement des capacités. La stratégie aura en son cœur l'aspect social et visera l'amélioration de la qualité de vie des Africains. Afin de concurrencer dans l'arène diplomatique contre les initiatives chinoises et russes, le Canada devra afficher et appliquer ses valeurs, notamment celle d'équité, et aussi agir dans la plus grande transparence.

IDENTITÉ INTERNATIONALE, COHÉRENCE ET PROMOTION DES VALEURS CANADIENNES

Identité

La stratégie canadienne en ASS a pour objectif de renouer avec l'identité internationale canadienne idéaliste et altruiste qu'avait instaurée Lester B. Pearson dans les années 60. Ce positionnement sur la scène internationale a forgé l'identité sociale canadienne et rassemblait les Canadiens. Comme l'exprime si bien Coulon à propos de la réputation que s'est bâtie le Canada via ses missions de maintien de la paix, le Canada

est «un puits de sagesse dans un monde chaotique et cruel »²². L'internationalisme imprégné de valeurs libérales s'arrime encore bien aux ambitions canadiennes²³. Roussel définit l'internationalisme canadien comme ayant pour objectif de : « contribuer à la paix et la stabilité du système mondial, ceci en mettant en œuvre des politiques fondées sur le fonctionnalisme, le multilatéralisme et l'institutionnalisme »²⁴. Ainsi, le Canada peut, par l'entremise d'une mission d'aide au développement, promouvoir ses valeurs, mais aussi un système international basé sur des règles.

Il ne faut pas négliger l'importance qu'une telle mission puisse avoir sur l'identité des FAC. En fait, cette mission permettra d'appliquer l'expertise développée dans le domaine du renforcement des capacités acquises lors de récentes missions, notamment en Afghanistan, au Moyen-Orient et en Europe. De plus, réaliser une mission d'envergure pour laquelle le Canada pourrait agir comme meneur, plutôt que selon son habituel rôle de contributeur, sera bénéfique pour les FAC. Considérant l'engagement à long terme de cette mission, la prévisibilité et les opportunités de déploiement contribueront à l'épanouissement de la profession militaire canadienne. Puisque les objectifs de cette mission seront cohérents avec les valeurs canadiennes elle favorisera la rétention. Dans un sondage de 2019, les militaires canadiens donnaient comme principales raisons pour quitter les FAC le manque de défis et de sens au travail en plus d'être déçus par les

²² Coulon, J. « Le Canada à la recherche d'une identité internationale », Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2021, p. 56.

²³ Roussel, S., et Robichaud, C., « L'État postmoderne par excellence ? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada », Sécurité et identité nationale, Volume 35, numéro 1, mars 2004, p. 151.

²⁴ Roussel, p. 151.

déploiements²⁵. De plus, cette mission permettra de développer l'intelligence culturelle des soldats canadiens. Cette dernière sera bénéfique dans le cadre du changement culturel institutionnel que les FAC tentent de mettre de l'avant. Certes une mission africaine rajoutera au cahier de charges bien rempli des FAC, mais les militaires canadiens mentionnent dans le même sondage qu'ils apprécient les déploiements et qu'ils devraient être plus fréquents²⁶. Ceci étant dit, cette mission amènera son lot de défis pour les militaires canadiens considérant les pratiques terroristes en ASS. Les soldats seront par exemple exposés à des crimes contre la personne ou devront affronter des enfants-soldats. Cette dissonance culturelle résultant d'un conflit de valeurs portera atteinte à la santé mentale des soldats canadiens²⁷. S'ajoute à ce risque la perte de vies humaines. Bien que le Canada démontre une aversion au risque, spécifiquement lorsque des vies humaines sont en jeu, les défis sécuritaires mondiaux actuels sont tels qu'ils forcent à agir. Afin de supporter ses alliés, plus spécifiquement les États-Unis, le Canada doit leur prêter main forte sur la scène internationale. En s'impliquant en ASS, le Canada contribuera à accroître la légitimité de ses partenaires grâce à sa réputation. Bref, le Canada participera indirectement à l'ordre mondial, à défaut de pouvoir le faire autrement.

Cohérence

²⁵ Yeung, Edward, Evanya Musolino, et Emrah Eren, *The 2019 CAF Regular Force Retention Survey. Descriptive Analysis*, (Ottawa: Defence Research and Development Canada, 2019), p. 21.

²⁶ Ibid, p. 105.

²⁷ A. English, « Cultural dissonance: ethical considerations from Afghanistan », *Canadian Foreign Policy Journal*, 22 (2), 2016, p. 170.

En 2017, le Canada réussit à rallier 85 nations pour appuyer les Principes de Vancouver. Cet accord met de l'avant 17 principes visant à protéger les enfants-soldats des sévices découlant des conflits armés²⁸. En 2019, le Canada publie un guide d'implémentation des Principes de Vancouver afin de concrètement protéger les enfants-soldats. Or dans ce guide, on interpelle les nations signataires en mentionnant qu'il faille entreprendre des « actions concrètes » pour soutenir la cause des enfants-soldats²⁹. En 2012, l'UNICEF estimait à 250 000 le nombre d'enfants-soldats dont la majorité se trouvait sur le continent africain³⁰. L'ASS est loin d'être étrangère au phénomène auquel elle est particulièrement vulnérable dans l'état de la RDC³¹. Cette mission rend cohérent l'engagement du Canada vis-à-vis les enfants-soldats et concrétisera un des principaux objectifs d'Affaires mondiales Canada, soit d'approfondir l'engagement du Canada en Afrique³².

Cela est non sans rappeler que la politique de la défense Protection, Sécurité, Engagement, mentionne que le Canada mènera ou contribuera à des opérations soutenant la paix internationale. Il est mentionné que le Canada devra se rapprocher de partenaires telle que l'UA et profiter du réseau de la Francophonie³³. En somme, le Canada

²⁸ Gouvernement du Canada, « Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats », 15 novembre 2017.

²⁹ Gouvernement du Canada, « Lignes directrices de mise en œuvre des Principes de Vancouver », 2019, p.3.

³⁰ Unicef France, « Les enfants-soldats », 2012.

³¹ United Nations, « Child recruitment remains 'endemic' in DR Congo, UN says in new report », 24 octobre 2013, consulté le 28 avril 2022, Child recruitment remains 'endemic' in DR Congo, UN says in new report | UN News

³² Affaires mondiales Canada, Plan ministériel 2020-2021, 2020, p.6.

³³ Défense nationale, « Protection, Sécurité, Engagement », 2017, p.84.

bénéficiera de mettre à exécution ses aspirations morales afin d'accroître sa crédibilité sur la scène internationale.

Promotion des valeurs canadiennes

Afin de différencier son approche de celles de la Chine ou de la Russie, le Canada devra maintenir ses contraintes associées au respect de la dignité humaine dans les projets visant le renforcement des capacités. Alors que la Chine établit des relations purement commerciales, le Canada devra miser sur l'humain. Le Canada ne devra pas assouplir ses règles en terme de dignité de la personne. Il s'assurera de conserver ses ambitions féministes et continuera de promouvoir l'égalité des genres telle qu'établie par Affaires mondiales Canada³⁴. Bien que cette approche puisse être contraignante dans l'établissement d'accord bilatéral, elle contribuera à différencier l'offre canadienne de celle chinoise. Finalement, le Canada devra préserver des ententes gagnant-gagnant et démontrera, en toute transparence, les bénéfices qu'en retireront les deux parties. Évidemment, tout projet mis de l'avant s'inscrira dans une optique de développement durable. Bref, maintenir le cap sur les valeurs canadiennes permettra au Canada d'obtenir le consentement africain à l'égard de la mission. De plus, cela permettra au Canada de continuer à promouvoir la démocratie libérale et ainsi faire bénéficier l'emploi de son *soft power*. Comme Blair le mentionne dans son article sur l'aide internationale et le *soft*

³⁴ Affaires mondiales Canada, Plan ministériel 2020-2021, 2020, p. 6.

power, les récipiendaires sont plus susceptibles d'adopter les idéaux du donateur s'ils admirent les principes soutenant l'initiative³⁵.

L'ENJEU STRATÉGIQUE DE L'ASS

Stratégie globale

Afin d'instaurer une mission canadienne axée sur le renforcement des capacités, le Canada s'efforcera de respecter et s'inspirera des principes des opérations de maintien de la paix, soit l'impartialité, le consentement des parties et l'utilisation de la force que lors de situations d'auto-défense³⁶. Par exemple, le concept d'impartialité, adapté à une mission de renforcement de capacités, peut faire référence à l'impartialité entre la classe dirigeante des pays de l'ASS et la population. C'est en fait un des principaux défis de la mission canadienne proposée; comment maintenir le consentement de la mission canadienne de la part des dirigeants étatiques tout en ayant comme priorité l'épanouissement de la population. Considérant que dans bien des cas la corruption peut créer un fossé entre le pouvoir politique et son peuple, l'initiative canadienne devra tenir compte de ce fragile équilibre. De ce fait, la stratégie canadienne devra se démarquer des initiatives qui ont échoué et adopter un positionnement nouveau afin de fournir une valeur ajoutée unique.

³⁵ Blair, R. A., Marty, R., & Roessler, P., « Foreign Aid and Soft Power: Great Power Competition in Africa in the Early Twenty-first Century », *British Journal of Political Science*, 2021, p. 5.

³⁶ Nations Unies, « Principes du maintien de la paix », consulté le 25 avril 2022, Principes du maintien de la paix | Nations Unies Maintien de la paix

Ainsi, de quelle façon le Canada réussira-t-il à se distinguer? Comment, par exemple, se différencier de la France qui a récemment quitté le Mali? Bien que l'initiative canadienne misera elle aussi sur les liens culturels de la Francophonie, la différence fondamentale sera d'éviter le colonialisme et le clientélisme. En plus de jouir d'une attitude favorable de la part des Africains, le Canada, contrairement à la France, profitera aussi du fait qu'il n'est pas un peuple colonisateur. Afin de contrer le clientélisme qui est trop souvent associé au néocolonialisme, il faudra éviter de concentrer les efforts économiques sur l'exploitation de ressources naturelles, mais plutôt moderniser l'économie en développant l'infrastructure, le secteur technologique et la digitalisation de l'état par exemple. Contrairement aux Français, il faudra conserver l'appui de la classe dirigeante et agir de façon à ce que les retombées profitent au peuple africain. Ainsi, la France a mis l'emphase sur les relations diplomatiques entre les leaders étatiques, alors que, comme le mentionne Djimi, la France aurait bénéficié d'une approche « peuple à peuple »³⁷. Bref, le Canada devra miser sur l'aspect social dans toutes les facettes de sa stratégie pangouvernementale.

Obtention d'un siège au sein du Conseil de sécurité de l'ONU

Afin de développer son identité internationale, le Canada bénéficierait d'une entente bilatérale ou multilatérale avec les pays de l'ASS plutôt que de contribuer aux

³⁷ Djimi, p.100.

missions de l'ONU. Agir comme nation contributrice au sein de l'ONU comporte son lot de défis et de risques. Bien que le Canada pourrait tirer profit de l'apport de partenaires, plus spécifiquement de conseillers culturels puisque la majorité des troupes onusiennes sont d'origine africaine, les missions de l'ONU en Afrique ne font pas toujours bonne presse et peuvent nuire à la mission canadienne. En effet, les missions onusiennes africaines comportent souvent des objectifs irréalistes et il s'avère laborieux de gérer les agendas politiques des nations contributrices³⁸. Pire encore, un rapport de l'ONU fait mention que les forces militaires employées au sein de missions de maintien de la paix peinent à protéger les civils³⁹. Cette passivité, qu'elle soit réelle, justifiée par des motifs opérationnels ou simplement perçue, entache la mission. Il ne faut pas oublier les crimes contre la personne, notamment les viols, commis par les forces onusiennes africaines. Ces crimes ne sont pas sans rappeler l'incident somalien des FAC dans les années 1990 qui a jeté un discrédit sur la mission canadienne⁴⁰. Afin de saisir l'opportunité que représente l'ASS, le Canada devra agir sous l'égide d'un accord bilatéral et il sera impératif que le personnel canadien fasse preuve d'une conduite irréprochable. Ceci dit, la collaboration est essentielle. En collaborant avec les missions onusiennes, notamment celles du Congo et du Mali, le Canada renforcera ses liens avec les nations africaines mais conservera son autonomie d'action. Ce lien avec les nations africaines s'avèrera important pour le Canada. En se rapprochant des nations africaines, le Canada pourrait espérer obtenir un

³⁸ United Nations , « Force Commanders in Africa Outline Challenges Facing United Nations Peacekeeping Efforts During Briefing to Security Council », 9 mai 2018, consulté le 29 avril 2022, Force Commanders in Africa Outline Challenges Facing United Nations Peacekeeping Efforts During Briefing to Security Council | Meetings Coverage and Press Releases

³⁹ United Nations General Assembly, *Evaluation of the implementation and results of protection of civilians mandates in United Nations peacekeeping operations*, 7 mars 2014, p. 7.

⁴⁰ Charles S. Oliviero, « Opération « DÉLIVRANCE » : succès international ou échec national », *Revue militaire canadienne*, été 2001, p. 57.

vote en faveur d'un siège non-permanent au sein du Conseil de sécurité de l'ONU et ainsi renforcer son influence internationale. C'était d'ailleurs l'intention du premier ministre canadien en 2020, bien que le niveau d'implication en matière d'aide internationale à l'époque dissuadait l'élection de la candidature canadienne. En augmentant ses dépenses en matière d'aide internationale et en déployant un important contingent canadien en ASS, le Canada accroîtra fortement ses chances de siéger à l'ONU. Considérant que l'Afrique représente plus de 25% des votes, avec 54 nations membres sur un total de 193⁴¹, cela pourrait bonifier les chances de succès du Canada. Ce siège représente un atout important pour le Canada en ce qu'il lui donne accès au forum de négociations et permettra au Canada de renforcer l'importance du droit international. Qui plus est, la place canadienne au sein du Conseil de sécurité de l'ONU lui procurera une opportunité de dialoguer avec la Chine, un état avec qui les relations diplomatiques s'enveniment. Bref, ce siège est hautement stratégique pour le dialogue avec les nations permanentes et il permettra au Canada d'être à l'avant front de certains dossiers épineux actuels qui hantent la scène internationale, soient les visées expansionnistes de la Russie, les impacts des changements climatiques et la cyber sécurité.

Renforcer les alliances

Le plus proche allié du Canada, les États-Unis, est aux prises avec une multitude d'enjeux sécuritaires découlant de la compétition des grandes puissances. Effectivement,

⁴¹ Nations Unies, « Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours », consulté le 24 avril 2022, Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours | Nations Unies

les pressions sur les américains fusent de toutes parts, notamment dû à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, aux visions expansionnistes de la Chine dans la région Indo-Pacifique et à la menace croissante de la Corée du Nord, les amènent à reconsidérer leur posture mondiale⁴². L'armée américaine dispose d'environ 6000 troupes sous AFRICOM⁴³. Compte tenu des menaces probantes et pressantes, les États-Unis considèrent réassigner une partie des troupes déployées en Afrique. Ceci étant dit, il s'agit d'un exercice déchirant puisque les États-Unis désirent demeurer en Afrique pour des raisons allant bien au-delà du terrorisme. Ce tiraillement représente une opportunité pour le Canada qui possède la capacité militaire pour porter renfort à AFRICOM. En mobilisant des militaires et des employés fédéraux dans la région subsaharienne, une part de l'effectif américain se voit libérée. Qui plus est, les américains n'ont pas si bonne presse en sol africain. Par exemple, lorsqu'ils ont décidé de créer AFRICOM en 2007, ils n'ont pas consulté les dirigeants africains⁴⁴. En plus de ne pas jouir d'un consentement explicite, plusieurs Africains croient que les visées stratégiques américaines se font au dépend d'une aide internationale empreinte d'authenticité⁴⁵. Dès lors, l'engagement canadien pourrait contribuer à revamper le *soft power* américain. Ainsi, en partageant avec les Américains les responsabilités sur le continent africain en fonction des capacités et expertises respectives, une synergie en résultera.

⁴² Congressional Research Service, « Renewed Great Power Competition: Implications for Defense—Issues for Congress », 10 mars 2022, p.11.

⁴³ Military.com, « 1,000 National Guard Soldiers to Deploy to Africa as Mid East Wars Wind Down », consulté le 29 avril 2022, 1,000 National Guard Soldiers to Deploy to Africa as Mid East Wars Wind Down | Military.com

⁴⁴ Tella, O., « AFRICOM: hard or soft power initiative? African Security Review », 25 (4), 2016, p. 400.

⁴⁵ Ibid, p.403.

LA STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

La stratégie canadienne de renforcement des capacités en ASS s'articulera principalement autour des volets social, économique, politico-légal, structurel et sécuritaire. Il importe de mettre l'accent sur les aspects social et culturel dans le développement de chacun de ces volets.

Volet social

Afin de contribuer au succès de la mission canadienne, il faudra mettre l'accent sur l'amélioration des conditions de vie du peuple de l'ASS. Pour ce faire, la mission canadienne devra bien assimiler la culture africaine. Puisque le Canada est un pays bilingue, il sera à propos de miser sur la Francophonie, ce lien culturel canadien qui rejoint certaines régions de l'ASS dont le Sénégal et la RDC. Cependant, la Francophonie ne sera pas suffisante à elle seule pour intégrer la culture de l'ASS au sein de la mission.

Pour renforcer les liens culturel et social, il serait pertinent d'impliquer la diaspora canadienne qui représentait un peu plus d'un million de canadiens en 2016⁴⁶. Ainsi, la coopération avec des organismes comme l'Association de la Diaspora Africaine du Canada (en plus de tous les organismes non gouvernementaux locaux) accroîtra l'intelligence culturelle collective de la mission. Dans le même ordre d'idées, bien qu'il

⁴⁶ Statistiques Canada, « Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage », 25 octobre 2017, p. 4.

soit tentant de le faire, le Canada devra éviter d'utiliser son engagement en ASS comme un bassin de recrutement pour l'immigration. Restreindre l'immigration aura pour effet de limiter l'exode des intellectuels ce qui sera hautement productif pour la mission. Afin d'accroître la rétention du savoir, le Canada devra aussi créer un partenariat avec des universités canadiennes afin de conduire des cours universitaires en ASS. De plus, en offrant des opportunités de scolarisation aux femmes africaines, le Canada pourra contribuer à diversifier la main d'œuvre. En proposant des opportunités d'emplois aux femmes africaines cela aura pour effet, en plus de promouvoir la diversité des genres, de stimuler l'économie.

Enfin, un autre aspect social important est sans contredit l'accès aux soins médicaux. À cet effet, le Canada pourrait, par exemple, saisir l'opportunité de mettre en place une campagne de vaccination contre la COVID-19 considérant que le taux de vaccination en ASS est de l'ordre de 2,5%⁴⁷. Ainsi, les initiatives canadiennes doivent améliorer les conditions de vie en ASS. Ce faisant, le Canada obtiendra la confiance du peuple africain ce qui favorisera un engagement à long terme dans la région subsaharienne.

Volet politico-légal

⁴⁷ Selassie, p.59.

Mettre à profit l'apport des employés fédéraux au sein de la mission de renforcement des capacités canadienne est capital. Par exemple, en développant les capacités des dirigeants africains de la région de l'ASS, le Canada peut contribuer à ce qu'ils évaluent plus scrupuleusement les accords commerciaux. Par exemple, certaines nations dont des multinationales indiennes achètent massivement les terres arables d'Afrique. Ce faisant, elles peuvent aller jusqu'à compromettre l'autosuffisance alimentaire africaine⁴⁸. Ainsi, le Canada pourra fournir des outils d'analyse aux employés d'état africain afin qu'ils évaluent les projets et les ententes contractuelles selon une optique durable tant du point de vue économique que des ressources. Ce faisant, le Canada pourra aussi surveiller et adresser les problèmes de corruption au sein de l'appareil gouvernemental. Cela ne sera pas une mince tâche considérant que plusieurs nations de l'ASS figurent parmi les pays les plus corrompus au monde, notamment la RDC qui figure au 169^e rang mondial⁴⁹. Afin d'indirectement adresser les problèmes de corruption, le Canada devra travailler à éradiquer la pauvreté et à renforcer la démocratie. Par exemple, en contribuant à la mise en place d'un système électoral juste et impartial, cela permettra à la population d'accroître sa confiance envers ses politiciens.

Sous un angle économique, la mission canadienne devra aussi outiller le gouvernement hôte afin qu'il soit en mesure de réguler les échanges commerciaux tant nationaux qu'internationaux. Le volet législatif pourrait aussi inclure l'établissement de

⁴⁸ Chih Yuan Woon, « (En)Couter Asia in Africa?: Opportunities, Challenges and the Geopolitics of Engagement, Geopolitics, p. 251.

⁴⁹ Transparency International, « Corruption Perceptions Index », consulté le 27 avril 2022, 2021 Corruption Perceptions Index - Explore the... - Transparency.org

lois environnementales ou liées au réchauffement climatique. Bref, le volet législatif de la mission intégrera une certaine stabilité et prévisibilité commerciale qui incitera de nouveaux partenaires commerciaux, dont les entreprises canadiennes, à vouloir profiter de ce marché émergent.

Volet économique

La récente pandémie a démontré la fragilité des chaînes d'approvisionnement internationales. De plus, l'établissement de sanctions économiques par le Canada est en croissance, principalement en raison du conflit russo-ukrainien. Afin de protéger le Canada des impacts de ces constats, il serait profitable pour le Canada, à défaut de pratiquer le protectionnisme, de diversifier ses échanges commerciaux en profitant de l'opportunité que représente l'accord de libre-échange continental africain. Ce faisant le Canada réduit sa vulnérabilité dans le cas où il serait contraint d'imposer des sanctions économiques à un partenaire d'affaires, face à un débalancement des chaînes d'approvisionnement ou s'il fait l'objet de sanctions imposées par des nations antagonistes. Bref, en mettant en place de nouvelles relations économiques avec l'ASS, le Canada améliorera son rapport de force et évitera l'endiguement économique⁵⁰.

Bien que l'accroissement des échanges commerciaux avec l'Afrique contribuera à l'aspect économique, il impératif de considérer les retombées sociales en découlant. Par

⁵⁰ Kim, D. J. « Economic containment as a strategy of Great Power competition », *International Affairs* (London), 95 (6), p. 1424.

exemple, les nouveaux marchés devront impliquer des petites et moyennes entreprises (PME) africaines et canadiennes plutôt que des multinationales. Cette approche favorisera la répartition de la richesse au plus grand nombre ce qui soutiendra l'éradication de la pauvreté. Alors que l'industrie canadienne effectue présentement peu d'échanges commerciaux avec l'Afrique (à peine 0,6% des relations commerciales internationales⁵¹), la mission canadienne pourrait inciter certaines entreprises à tenter leur chance. En effet, des échanges commerciaux lucratifs inciteront d'autres PME à transiger avec des entreprises de l'ASS.

Finalement, il sera possible d'accentuer la digitalisation de l'ASS. En fait, les pays émergents étant pour la plupart retardataires dans l'acquisition de la technologie, ils bénéficieront de l'expérience des utilisateurs précoces en plus d'obtenir les outils de la digitalisation à rabais⁵². La digitalisation des états de l'ASS sera hautement bénéfique pour la productivité et l'expansion du commerce internationale⁵³.

Volet Structurel

Afin de développer l'économie de l'ASS, il est capital d'investir dans des projets d'infrastructures. Dans le but de faciliter le commerce, il est nécessaire de posséder des

⁵¹ Freddy Mata, « Le Canada « prêt à s'associer » à la Zone de libre-échange continentale africaine », *Radio-Canada*, 19 avril 2021.

⁵² Perkins, R., & Neumayer, E., « The International Diffusion of New Technologies: A Multitechnology Analysis of Latecomer Advantage and Global Economic Integration. *Annals of the Association of American Geographers* », 95(4), 2005, p. 789.

⁵³ Selassie, p. 60.

ports, des routes et un système ferroviaire robustes. Alors que la Chine investit massivement dans l'infrastructure africaine à faible coût, la qualité des ouvrages laisse parfois à désirer. Par exemple, dans sa construction d'un train léger en Éthiopie, la Chine a évalué la demande du besoin de façon erronée ce qui a eu pour résultat une insuffisance de wagons. De surcroît, la puissance électrique nécessaire pour l'accroissement de la capacité du réseau est inexistante⁵⁴. De plus, la Chine emploie majoritairement des ouvriers chinois, ce qui déplaît aux Africains. Dans cette optique, le Canada devra miser sur la qualité des travaux d'infrastructures. Il faudra aussi utiliser de la main-d'œuvre locale pour laquelle de la formation devra être offerte. Puisque ces projets seront onéreux, il est important de considérer les revenus de ces projets pour qu'ils s'inscrivent dans l'optique d'un développement économique durable. Il serait aussi intéressant d'obtenir le financement de projets par l'entremise de la population locale. C'est de cette façon que l'Éthiopie a obtenue près d'un huitième du coût total pour la construction du plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique⁵⁵. Ce barrage a ainsi rassemblé les Éthiopiens et est devenu source de fierté pour ces derniers.

Volet sécuritaire

Le volet sécuritaire de la mission canadienne visera à accroître les capacités militaires de la nation hôte afin d'assurer la sécurité des civils, favoriser l'épanouissement économique et structurel, en plus de stopper la violence des activités

⁵⁴ Tarrosy, p. 16.

⁵⁵ Gebresenbet Fana, « New Dimensions in the Grand Ethiopian Renaissance Dam Negotiations: Ontological Security in Egypt and Ethiopia », p. 90.

terroristes. Le volet sécuritaire mené par les FAC aura pour but de contrer les initiatives des groupes armés non-étatiques en sol africain qui pourraient avoir des portées jusqu'au Canada. Bien que le continent africain soit géographiquement éloigné du Canada, l'avancement technologique engendre la démocratisation de l'arsenal militaire de pointe⁵⁶ ce qui peut tendre à agrandir la sphère d'influence des terroristes. Ce même développement technologique accroît l'accès à des outils nécessaires à la conduite d'attaques cybernétiques d'importance contre les intérêts canadiens⁵⁷. En raison de la pauvreté de certaines régions de l'ASS, il est possible pour les organisations terroristes d'orchestrer une attaque d'envergure contre les intérêts canadiens par une ferme de *trolls*, et ce, à faible coût. Il est aussi important pour les FAC de contribuer à la surveillance et à la collecte de données d'intelligence, à l'aide de drones ou autres appareils technologiques, au sein des zones de responsabilité canadiennes⁵⁸. Ces informations pourraient par exemple servir à contrecarrer le trafic criminel qui contribue à l'enrichissement et au financement de certaines nations antagonistes aux intérêts occidentaux, comme la Corée du Nord⁵⁹. Finalement, la présence canadienne en Afrique permettra aussi de monitorer les actions de sociétés militaires privées, tel le contractuel russe Wagner, qu'on accuse d'avoir tué 300 civils résidents à Moura au Mali⁶⁰.

⁵⁶ Kaduck, Anthony. Close Engagement National Defence, 2019, p.14.

⁵⁷ Communications Security Establishment, « Canadian Centre for Cyber Security National Cyber Threat Assessment », 2020, p.13.

⁵⁸ Chloé Berland, Junru Bian and Corinne Dory, « (Re) Thinking Canada's Role in Peacekeeping », 16 avril 2021, p.2.

⁵⁹ Magnani, p. 18.

⁶⁰ Human Right Watch, « Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers », consulté le 27 avril 2022, Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers | Human Rights Watch (hrw.org)

Conjointement à l'entraînement qui sera offert à l'armée de la nation hôte, il sera primordial de travailler de concert avec les employés d'état afin de mettre en place un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). Ce programme doit s'arrimer avec le volet de développement économique afin d'offrir des opportunités de choix qui permettront une sortie dans la dignité pour les acteurs de groupes terroristes réintégrables. Il est aussi recommandé de réinsérer ces ex-combattants dans des emplois civils non liés à la sécurité⁶¹ afin d'éviter des récidives armées et ainsi accroître le potentiel d'une paix durable.

Bien que nécessaire, le volet sécuritaire devrait être en arrière-plan de la mission canadienne. Chaque action liée à la sécurité devrait se limiter à la sécurité canadienne, la sécurité des civils ou servir à épauler les autres volets du renforcement des capacités plutôt qu'à mener une offensive de masse contre les groupes terroristes.

CONCLUSION

En somme, dans la ruée vers l'Afrique du XXI^e siècle, intervenir en sol africain avec une mission pangouvernementale visant le renforcement des capacités de l'ASS permettra de forger l'identité internationale canadienne. Le Canada mettra ainsi ses idéologies et ses valeurs en action afin de rehausser sa crédibilité sur la scène internationale. Dans un monde où les conflits gagnent en intensité, résultat de la

⁶¹ Nzekani Zena, Prosper. « Leçons et limites du DDR en Afrique », *Bulletin de la sécurité africaine*, janvier 2013, p. 8.

compétition des grandes puissances, le Canada doit établir une stratégie internationale claire, sans quoi les efforts nationaux ne seront que réactifs et inefficaces. En intervenant en ASS, le Canada le fera à la hauteur de ses capacités militaires et misera sur l'expérience acquise lors de déploiements précédents dans le domaine du renforcement des capacités. Pour augmenter ses chances de succès, le Canada devra se positionner tôt en ASS; tenter de saisir l'opportunité une fois l'ASS épanouie et sans avoir contribué à son développement serait peine perdue.

En intervenant en ASS cela permettra de renforcer les liens avec les alliés canadiens. Par exemple, contribuer à l'effort du *soft power* américain, permettant ainsi aux États-Unis de réassigner des effectifs dans un coin névralgique du monde, permettra d'optimiser la contribution globale des capacités militaires de chaque nation. De plus, en fournissant de l'aide internationale et en collaborant avec l'UA, qui représente 55 pays africains, cela accroîtra la visibilité du Canada ce qui pourrait même lui valoir une place au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette reconnaissance internationale permettra au Canada de promouvoir ses valeurs et renforcer l'importance d'un système international basé sur des règles, concept clé pour une puissance moyenne comme le Canada.

Alors que plusieurs nations semblent avoir ciblé les ressources naturelles et le pouvoir d'achat africains peu semblent avoir réellement misé sur le peuple. Le Canada devra se tenir loin du clientélisme et mettre en œuvre des initiatives qui unissent les canadiens, la diaspora et les africains. Ce rapprochement de culture sera de bonne augure

pour un accord bilatéral aux bénéfices équitablement répartis. En contribuant à l'amélioration de sécurité en ASS, le Canada crée de la stabilité ce qui est favorable pour le développement économique. Cette croissance économique sera à la fois profitable pour l'Afrique, mais aussi pour le Canada afin qu'il diversifie son marché. Cette émergence de l'économie en ASS contribuera à éradiquer la pauvreté et à fournir des opportunités de travail aux individus désirant quitter les organisations criminelles de la région.

Cependant, tirer parti d'une région émergente hautement disputée comme l'ASS ne sera pas sans risque. Outre les dangers de sécurité, il y a le risque de ne pas concrétiser le progrès dans la région et ainsi être perçu comme inefficace tant par le peuple africain que canadien. Cette stagnation peut soulever des questionnements de la part des parties prenantes et ultimement compromettre la mission. En ayant comme point de mire l'amélioration des conditions de vie humaine, le Canada s'assure à tout le moins de contribuer à une cause juste et à renforcer son image d'état bienveillant envers les populations dans le besoin.

Miser sur les volets social et culturel en revient à bâtir la confiance des Africains, eux qui ont développé, et pour cause, une méfiance face à l'aide internationale. Nourrir cette confiance mutuelle prendra du temps, c'est donc pour cette raison que le Canada devra s'engager à long terme en ASS. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une mince tâche, le Canada peut compter sur sa réputation d'état altruiste. Saura-t-il faire profiter ce patrimoine diplomatique en ASS?

BIBLIOGRAPHIE

- A. English, « Cultural dissonance: ethical considerations from Afghanistan », *Canadian Foreign Policy Journal*, 22 (2), 2016, p. 163-172.
- Blair, R. A., Marty, R., & Roessler, P., « Foreign Aid and Soft Power: Great Power Competition in Africa in the Early Twenty-first Century », *British Journal of Political Science*, 2021, p. 1-22.
- Canada. Affaires mondiales Canada, *Plan ministériel 2020-2021*, 2020.
- Canada. Communications Security Establishment, « Canadian Centre for Cyber Security National Cyber Threat Assessment », 2020.
- Canada. Défense nationale, « Protection, Sécurité, Engagement », 2017.
- Canada. « Le Canada et l'Afrique subsaharienne », consulté le 21 avril 2022, Le Canada et l'Afrique subsaharienne (international.gc.ca)
- Canada, « Lignes directrices de mise en œuvre des Principes de Vancouver », 2019..
- Canada. « Liste des opérations militaires actuelles », consulté le 20 avril 2022, Opération Crocodile - Canada.ca
- Canada. « Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats », 15 novembre 2017.
- Canada. Statistiques Canada, « Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage », 25 octobre 2017.
- Center for Strategic and International Studies, « Bad Idea: "Great Power Competition" Terminology », consulté le 29 avril 2022, Bad Idea: "Great Power Competition" Terminology | Defense360 (csis.org)
- Charles S. Oliviero, « Opération « DÉLIVRANCE » : succès international ou échec national », *Revue militaire canadienne*, été 2001, p. 51-58.
- Chih Yuan Woon, « (En)Couter Asia in Africa?: Opportunities, Challenges and the Geopolitics of Engagement, *Geopolitics*, p. 247-253.
- Chloé Berland, Junru Bian and Corinne Dory, « (Re) Thinking Canada's Role in Peacekeeping », 16 avril 2021, p. 1-4.
- Congressional Research Service, « Renewed Great Power Competition: Implications for Defense—Issues for Congress », 10 mars 2022.

Coulon, J. « Le Canada à la recherche d'une identité internationale », Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2021.

Djimi, Yves-Justice, « L'Afrique a-t-elle encore une importance stratégique pour la France au XXI^e siècle? », *Géoéconomie*, no. 82, 2016, p. 99-107.

Giros, Étienne & Sail, Brahim, « Baromètre CIAN des leaders d'opinion en Afrique, réalisé par IMMAR », Conseil français des investisseurs en Afrique, 3^e édition, 2020/2021.

Gebresenbet Fana, « New Dimensions in the Grand Ethiopian Renaissance Dam Negotiations: Ontological Security in Egypt and Ethiopia », p. 80-106.

Human Right Watch, « Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers », consulté le 27 avril 2022, Mali: Massacre by Army, Foreign Soldiers | Human Rights Watch (hrw.org)

International Energy Agency, « The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions », mars 2022.

Kim, D. J. « Economic containment as a strategy of Great Power competition », *International Affairs* (London), 2019, 95 (6), p. 1423-1441.

Magnani, V., & Vircoulon, T., « Vers un retour de l'autoritarisme en Afrique ? », *Politique Étrangère*, Été (2), p. 9-23.

Military.com, « 1,000 National Guard Soldiers to Deploy to Africa as Mid East Wars Wind Down », consulté le 29 avril 2022, 1,000 National Guard Soldiers to Deploy to Africa as Mid East Wars Wind Down | Military.com

Nations Unies, « Principes du maintien de la paix », consulté le 25 avril 2022, Principes du maintien de la paix | Nations Unies Maintien de la paix

Nations Unies, « Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours », consulté le 24 avril 2022, Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours | Nations Unies

Nzekani Zena, Prosper. « Leçons et limites du DDR en Afrique », *Bulletin de la sécurité africaine*, janvier 2013, p. 1-8.

Perkins, R., & Neumayer, E., « The International Diffusion of New Technologies: A Multitechnology Analysis of Latecomer Advantage and Global Economic Integration. *Annals of the Association of American Geographers* », 95(4), 2005, p. 789-808.

Porter, P., *Advice for a Dark Age: Managing Great Power Competition. The Washington Quarterly*, 42 (1), p. 7-25.

Roussel, S., et Robichaud, C., « L'État postmoderne par excellence ? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada », *Sécurité et identité nationale*, Volume 35, numéro 1, mars 2004, p. 149-170.

Selassie, Abebe Aemro. « The African Century », *Finance & Development*, December 2021, p. 58-61.

Tarrosy, I., « China's Belt and Road Initiative in Africa, Debt Risk and New Dependency: The Case of Ethiopia », *African Studies Quarterly*, 2020, 19 (3-4), p.8-28.

Tella, O., « AFRICOM: hard or soft power initiative? *African Security Review* », 25 (4), 2016, p. 393-406.

The World Bank, « The African Continental Free Trade Area », consulté le 20 avril 2022, The African Continental Free Trade Area (worldbank.org)

The World Bank, « The World Bank in Africa », consulté le 21 avril 2022, Africa Overview: Development news, research, data | World Bank

Transparency International, « Corruption Perceptions Index », consulté le 27 avril 2022, 2021 Corruption Perceptions Index - Explore the... - Transparency.org

Unicef France, « Les enfants-soldats », 2012.

United Nations, « Child recruitment remains 'endemic' in DR Congo, UN says in new report », 24 octobre 2013, consulté le 28 avril 2022, Child recruitment remains 'endemic' in DR Congo, UN says in new report | UN News

United Nations , « Force Commanders in Africa Outline Challenges Facing United Nations Peacekeeping Efforts During Briefing to Security Council », 9 mai 2018, consulté le 29 avril 2022, Force Commanders in Africa Outline Challenges Facing United Nations Peacekeeping Efforts During Briefing to Security Council | Meetings Coverage and Press Releases

United Nations General Assembly, *Evaluation of the implementation and results of protection of civilians mandates in United Nations peacekeeping operations*, 7 mars 2014.

U.S. Geological Survey Mineral Commodity Summaries, « Cobalt », janvier 2021.

Yeung, Edward, Evanya Musolino, et Emrah Eren, *The 2019 CAF Regular Force Retention Survey. Descriptive Analysis*, (Ottawa: Defence Research and Development Canada, 2019).

Young, G., « Political decision-making and the decline of Canadian peacekeeping », *Canadian Foreign Policy Journal*, 2019, 25 (2), p.152-171.

Zack Cooper, « Bad Idea: “Great Power Competition” Terminology », Center for Strategic and International Studies, 1 décembre 2020.